

CONTRAT DE LICENCE

ENTRE : **LES ARTS DÉCORATIFS**
Association reconnue d'utilité publique par décret du 15 mai 1882
Ayant son siège au 107 rue de Rivoli, 75001 Paris
Représentée par Camille HERODY, Directrice générale

Ci-après dénommée « l'**Association** »

D'UNE PART,

ET

A COMPLETER

Ci-après dénommé « le **Titulaire** »

D'AUTRE PART,

ci-après dénommés séparément la « Partie » et ensemble les « Parties »

| | |
|---|----|
| PRÉAMBULE..... | 3 |
| ARTICLE 1 ^{er} : OBJET..... | 3 |
| ARTICLE 2 : DÉFINITIONS..... | 3 |
| ARTICLE 3 : PRODUITS MARQUÉS | 3 |
| ARTICLE 4 : DURÉE..... | 5 |
| ARTICLE 5 : TERRITOIRE | 5 |
| ARTICLE 6 : MAINTIEN EN VIGUEUR ET DEFENSE DES MARQUES | 6 |
| ARTICLE 7 : EXPLOITATION DES MARQUES | 6 |
| ARTICLE 8 : COMMERCIALISATION DES PRODUITS..... | 7 |
| ARTICLE 9 : RESPONSABILITE DU FAIT DES PRODUITS MARQUES | 7 |
| ARTICLE 10 : SOUS-LICENCES | 7 |
| ARTICLE 11 : REDEVANCE | 8 |
| ARTICLE 12 : RESILIATION..... | 8 |
| ARTICLE 13 : CONSEQUENCES DE LA RESILIATION | 9 |
| ARTICLE 14 : CONFIDENTIALITE | 9 |
| ARTICLE 15 : ENREGISTREMENT | 9 |
| ARTICLE 16 : DISPOSITIONS DIVERSES | 10 |
| ARTICLE 17 : LOI APPLICABLE ET TRIBUNAL COMPETENT | 10 |
| ANNEXE 1 | 11 |

PRÉAMBULE

En vertu d'une délégation de service public de l'État en date du 15 novembre 2021 (ci-après « la **DSP** »), comportant occupation du domaine public, l'Association assure, dans le Palais du Louvre à Paris, la gestion d'un espace muséal (ci-après « le **MAD** ») dans les locaux de l'aile de Rohan, de l'aile de Marsan et du pavillon de Marsan. La DSP est entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2022 pour une période de dix ans.

L'Association est titulaire de plusieurs marques déposées dont certaines figurent dans la liste en Annexe 1 (ci-après « les **Marques** »).

À l'issue d'une procédure de sélection concurrentielle menée en application des dispositions de l'article L. 2122-1-1 du Code général de la propriété des personnes publiques (CG3P), l'Association a sélectionné le Titulaire pour occuper temporairement des locaux domaniaux en vue d'y développer des activités commerciales. Les conditions et modalités de cette occupation temporaire du domaine public ont été définies dans une convention conclue en date de ce jour entre l'Association et le Titulaire (ci-après « la **Convention Domaniale** »).

Parallèlement, l'Association et le Titulaire concluent le présent Contrat afin que le Titulaire puisse utiliser les Marques pour éditer des objets mis en vente dans les locaux qu'il est autorisé à occuper.

ARTICLE 1^{er} : OBJET

Par le présent Contrat, l'Association concède au Titulaire une licence non exclusive d'utilisation de ses marques dans les conditions et selon les modalités ci-après stipulées.

Le présent Contrat est complémentaire de la Convention Domaniale conclue le même jour entre l'Association et le Titulaire.

ARTICLE 2 : DÉFINITIONS

« Marques » désigne les marques mentionnées en Annexe 1 du présent Contrat, pour tous les produits ou services tels que définis ci-dessous, ainsi que les signes distinctifs qui leur seront dans le futur associés sur l'initiative ou avec l'accord de l'Association.

« Produits Marqués » désigne les produits définis à l'Article 3 ci-dessous.

« Territoire » couvre l'ensemble des pays définis à l'Article 5 ci-dessous.

« Commercialisation » signifie l'ensemble des activités de distribution, vente, publicité, promotion et relations publiques portant sur les Produits Marqués.

ARTICLE 3 : PRODUITS MARQUÉS

3.1. Catégories de Produits Marqués

Le Titulaire bénéficie du droit d'usage des Marques pour les catégories de produits suivants (ci-après, « les **Produits Marqués** ») :

- a) les produits consistant en la reproduction intégrale ou partielle d'objets, dessins, décors, motifs ou textiles faisant partie des collections du MAD et du musée Nissim de Camondo (ci-après, « les

Pièces des Collections ») dès lors que cette reproduction intégrale ou partielle aura été préalablement acceptée par l'Association ;

- b) les produits qui, sans comporter de reproduction intégrale ou partielle des Pièces des Collections, auront été inspirés de celles-ci, dès lors que leur édition aura été préalablement acceptée par l'Association ;
- c) les produits à caractère culturel ne présentant pas de lien avec les Pièces des Collections mais ayant un rapport avec les arts décoratifs, dont la commercialisation par le Titulaire aura été préalablement acceptée par l'Association.

Le Titulaire peut également utiliser les Marques pour toute action de promotion des Produits Marqués.

3.2. Choix des Produits Marqués

Seuls les objets dont le modèle et les conditions de réalisation auront été préalablement acceptés par écrit par l'Association peuvent être commercialisés par le Titulaire en tant que Produits Marqués.

A cet égard, le Titulaire peut soumettre à l'Association des propositions d'édition d'objets reproduisant des Pièces des Collections ou inspirées de celles-ci. L'Association s'engage à donner au Titulaire l'accès aux espaces muséaux, pendant leurs heures normales d'ouverture, pour lui permettre de sélectionner des Pièces des Collections, étant précisé qu'aucune manipulation par le Titulaire ne sera possible et que la prise de photographies de Pièces des Collections sera effectuée exclusivement par le service spécialisé de l'Association, sur demande et aux frais du Titulaire. Si l'Association détient des photographies préexistantes de Pièces des Collections, les fichiers numérisés correspondants seront remis gracieusement au Titulaire.

Le Titulaire soumet à l'Association les maquettes ou prototypes des objets qu'il envisage de commercialiser en tant que Produits Marqués. Il expose les modalités de fabrication envisagées. Si la conception et/ou la fabrication est assurée, en tout ou partie, par des tiers, le Titulaire donne à l'Association toutes les informations pertinentes concernant les accords qu'il a conclus avec ces tiers, et notamment toutes les mesures prises pour garantir la qualité des objets fabriqués et leur conformité aux maquettes ou prototypes.

L'Association communiquera au Titulaire les informations en sa possession quant aux droits de propriété intellectuelle détenus par des tiers dont l'obtention serait nécessaire à la réalisation et à la commercialisation des Produits Marqués qui auront été validés par elle. Il appartiendra au Titulaire d'obtenir les licences nécessaires et d'en payer les droits.

De manière générale, le Titulaire garantit l'Association contre toute action ou réclamation de tiers concernant d'éventuelles atteintes à leurs droits de propriété intellectuelle du fait de la fabrication et/ou de la commercialisation des Produits Marqués.

L'Association est entièrement libre de refuser les propositions du Titulaire concernant le choix d'un objet comme Produit Marqué, sans avoir à s'en justifier.

3.3. Fabrication et commercialisation des Produits Marqués

Sous réserve des stipulations ci-dessus, le Titulaire est libre de concevoir et fabriquer lui-même les Produits Marqués ou de confier tout ou partie des tâches de conception et de fabrication à des prestataires ou sous-traitants.

Les Produits Marqués doivent être fabriqués conformément aux normes de qualité qui, dans l'esprit du public, vont de pair avec l'image du MAD et la renommée de ses collections.

Le Titulaire garantit à l'Association que les Produits Marqués mis en vente sont strictement conformes aux maquettes ou prototypes approuvés par elle. Il s'engage à ce que les Produits Marqués approuvés par l'Association, y compris les emballages, ne soient pas modifiés sans l'accord écrit de celle-ci.

Le Titulaire remet à l'Association, avant toute mise en vente, au moins deux échantillons de chaque Produit Marqué, choisis aléatoirement, afin de permettre à l'Association de vérifier qu'il s'acquitte de son obligation de garantir la conformité des Produits Marqués aux et maquettes /ou prototypes approuvés.

La vente des Produits Marqués ne peut être effectuée que par le Titulaire. Tout accord commercial, de quelque nature qu'il soit, entre le Titulaire et un tiers (y compris une entreprise affiliée au Titulaire) en vue de permettre audit tiers de vendre des Produits Marqués est subordonné à un agrément écrit préalable de l'Association.

Le Titulaire restera toujours responsable vis-à-vis de l'Association de la bonne exécution du présent Contrat et en particulier des conditions de qualité des Produits et d'une commercialisation respectant l'image avec laquelle les Marques sont associées.

Le Titulaire veille à ce que l'étiquetage et l'emballage des Produits Marqués mis en vente soient entièrement conformes aux exigences légales, de telle sorte que l'Association ne soit jamais inquiétée ou recherchée à ce sujet.

L'Association peut effectuer à tout moment des contrôles afin de vérifier la bonne qualité des Produits Marqués mis en vente et de leur présentation. En particulier, l'Association est en droit, sous réserve d'un préavis de 24 heures, de visiter durant les horaires de travail tous établissements où les Produits Marqués sont fabriqués et/ou conditionnés, afin de s'assurer de leur conformité aux prototypes qu'elle a approuvés. Dans le cas où ces établissements sont opérés par des tiers avec qui le Titulaire aura contracté, une clause autorisant les contrôles de l'Association dans les conditions sus-énoncées devra figurer dans les accords entre le Titulaire et les tiers concernés.

Si l'Association constate que la qualité des biens mis en vente est manifestement différente de celle initialement proposée par le Titulaire et approuvée par elle, elle peut ordonner l'interruption immédiate de la vente desdits biens, sans préjudice des sanctions prévues ci-après dans le présent Contrat.

ARTICLE 4 : DURÉE

Le présent Contrat entre en vigueur en même temps que la Convention Domaniale et il est conclu pour une durée identique à celle-ci, soit jusqu'au 31 décembre 2034 à minuit.

Toute résiliation anticipée de la Convention Domaniale entraîne de plein droit la résiliation simultanée du présent Contrat.

ARTICLE 5 : TERRITOIRE

Le présent Contrat est conclu pour la France ainsi qu'éventuellement pour les pays dans lesquels les Marques sont enregistrées ou en voie d'enregistrement, tel qu'il ressort de l'Annexe 1.

Les Parties pourront décider, d'un commun accord, d'étendre le présent Contrat à d'autres pays si le Titulaire l'estime nécessaire. Il procédera alors, pour le compte de l'Association, à l'extension des Marques dans ces pays, aux conditions précisées à l'Article 7 ci-après.

Un pays sera retiré du Territoire si les Marques qui y sont enregistrées sont invalidées ou si leur usage est interdit par une décision de justice passée en force de chose jugée. Le présent Contrat restera valable à l'égard de l'ensemble des Marques encore en vigueur.

Les Parties pourront décider, d'un commun accord, de retirer un ou plusieurs pays du présent Contrat. L'Association aura toute liberté pour accorder à des tiers de son choix des licences d'exploitation des Marques dans les pays concernés.

ARTICLE 6 : MAINTIEN EN VIGUEUR ET DEFENSE DES MARQUES

L'Association remet au Titulaire, au jour de la signature du présent Contrat, l'ensemble des documents permettant d'exploiter régulièrement les Marques et, notamment, une copie des mentions de dépôt et/ou des certificats d'enregistrement.

Pendant toute la durée du présent Contrat, l'Association s'engage à maintenir en vigueur, à ses frais, les Marques et, notamment à accomplir toutes formalités de renouvellement.

Les Parties s'engagent à se tenir mutuellement informées de toute atteinte aux Marques dont elles pourraient avoir connaissance.

L'Association pourra engager, à ses frais, toutes actions ou procédures à l'encontre d'un éventuel contrefacteur. Le Titulaire pourra se joindre à l'action ainsi engagée, auquel cas les frais et honoraires de procédure ainsi que les dommages-intérêts en résultant (au profit ou à la charge des demandeurs) seront partagés à parts égales entre les Parties.

Le Titulaire pourra également agir, avec l'accord écrit et préalable de l'Association, et à ses propres frais, notamment dans le cadre d'une action en concurrence déloyale à l'encontre d'un contrefacteur.

ARTICLE 7 : EXPLOITATION DES MARQUES

Le Titulaire s'engage, pendant toute la durée du présent Contrat, à exploiter les Marques au mieux de ses possibilités, et à effectuer toutes les actions et démarches utiles et nécessaires en vue de la Commercialisation des Produits Marqués dans des conditions optimales.

Le Titulaire s'engage à ne jamais utiliser les Marques d'une manière qui pourrait nuire à l'Association ni à l'image du MAD. Il s'engage à utiliser les Marques exclusivement aux fins de la Commercialisation des Produits Marqués.

Le Titulaire pourra demander à l'Association l'autorisation écrite de déposer les Marques dans des pays dans lesquels elles n'ont pas encore été déposées. Ces dépôts seront effectués par le Titulaire mais au nom et pour le compte de l'Association, et aux frais du Titulaire. Les frais de maintien en vigueur des Marques ainsi déposées seront, pendant toute la durée du présent Contrat, supportés par l'Association.

Le Titulaire s'interdit d'effectuer, par lui-même ou par personne interposée, en quelque pays que ce soit, sans l'accord préalable et écrit de l'Association, un dépôt comportant, en tout ou partie, un élément quelconque des Marques et pouvant conduire à une confusion.

ARTICLE 8 : COMMERCIALISATION DES PRODUITS

Le Titulaire s'engage à distribuer les Produits Marqués dans un réseau de qualité en respectant la réputation des Arts Décoratifs et qui aura reçu l'accord préalable des Arts Décoratifs.

Dans l'exécution du présent Contrat, le Titulaire fera de son mieux et prendra toutes les initiatives nécessaires pour assurer le développement et l'expansion des ventes de Produits Marqués.

Le Titulaire s'engage à préserver dans toutes ses actions l'image et l'identité des Produits Marqués, en maintenant ceux-ci distincts des autres produits qu'il fabrique et/ou commercialise par le Titulaire (et/ou qui sont fabriqués ou commercialisés par des entreprises affiliées).

La distribution, la vente et le positionnement des Produits Marqués seront effectués d'une manière propre à respecter l'image et le renom de l'Association et des musées qu'elle gère. La politique de prix sera appropriée pour maintenir une image de haute qualité et de raffinement.

Le Titulaire s'interdit expressément de vendre et/ou distribuer, lui-même ou par ses entreprises affiliées, des Produits Marqués à des soldeurs ou grandes surfaces ou à tout autre revendeur dont les points de vente ne répondent pas à l'image de haute qualité et de raffinement avec laquelle les Marques sont associées.

ARTICLE 9 : RESPONSABILITE DU FAIT DES PRODUITS MARQUES

La responsabilité civile découlant des activités de fabrication, distribution, vente, promotion et publicité des Produits Marqués incombe exclusivement au Titulaire, qui s'engage par conséquent à dégager de toute responsabilité l'Association en cas de réclamation ou d'action exercée par des tiers en raison desdites activités.

Si des réclamations sont portées à la connaissance de l'Association ou si des actions concernant les activités mentionnées au précédent alinéa sont engagées contre l'Association, cette dernière le notifiera immédiatement par écrit au Titulaire en lui fournissant toutes les informations utiles concernant les auteurs des réclamations ou actions ainsi que l'objet et la nature de celles-ci.

Si le Titulaire ne parvenait pas à un accord avec les auteurs des réclamations ou actions et/ou si une action judiciaire était engagée contre l'Association, le Titulaire assurera à ses frais la défense de l'Association.

ARTICLE 10 : SOUS-LICENCES

Le Titulaire ne pourra céder aucun des droits qui lui sont conférés par le présent Contrat sans une autorisation écrite préalable de l'Association.

Le Titulaire devra adresser à l'Association un dossier comportant les coordonnées exactes du sous-licencié envisagé, les catégories de Produits Marqués qui ferait l'objet d'une sous-licence et, de manière générale, toute information permettant d'apprécier la pertinence des choix proposés. Le Titulaire devra s'assurer que les conditions de la sous-licence envisagée n'entrent pas en contradiction avec les dispositions du présent Contrat.

Le taux de redevance proposé dans le cadre d'éventuelles sous-licences pourra être négocié au cas par cas par dérogation à l'article 11 ci-dessous, et devra être validé par l'Association.

Dans tous les cas, le Titulaire restera garant envers l'Association de la bonne exécution du présent Contrat.

ARTICLE 11 : REDEVANCE

En contrepartie de la concession des Marques par le présent Contrat, le Titulaire s'engage à verser à l'Association, pendant toute la durée du Contrat et jusqu'à l'expiration de la vente des Produits Marqués, une redevance égale à [X%] de la facturation nette relative à la vente des Produits Marqués.

La facturation nette correspond au montant total HT des ventes de Produits Marqués par le Titulaire ainsi que, si l'Association a donné son accord à une commercialisation des Produits Marqués par des tiers (y compris des entreprises affiliées au Titulaire), le montant total HT des ventes de Produits Marqués par ces tiers ou, pour les ventes hors de France, les prix de vente aux importateurs/distributeurs des pays concernés (à condition qu'il ne s'agisse pas d'entreprises affiliées au Titulaire).

La redevance sera payée par le Titulaire à l'Association selon les modalités suivantes :

- Au plus tard, le 15 février de chaque année, le Titulaire remettra à l'Association une déclaration détaillée du montant HT des ventes de Produits Marqués effectuées au cours de l'exercice clos le 31 décembre de l'année précédente, en faisant apparaître le montant des ventes par catégories de Produits Marqués, par pays et par canal de commercialisation ;
- L'Association émettra, au plus tard le 15 mars, une facture du montant de la redevance due au titre de l'exercice écoulé sur la base des montants HT déclarés ;
- La redevance facturée sera payée par le Titulaire par virement au plus tard le 31 mars.

Le Titulaire ne pourra pas se prévaloir de différends avec l'Association pour suspendre et/ou retarder le paiement des redevances dues, ni opérer une compensation avec les créances qu'il détiendrait sur l'Association.

En cas de retard de paiement du Titulaire, ce dernier devra payer à l'Association un intérêt moratoire calculé *prorata temporis* sur la somme due, au taux directeur de la BCE pratiqué au cours de la période écoulée depuis la date d'échéance, majoré de dix (10) points de pourcentage.

Le Titulaire fournira à l'Association toutes pièces comptables et tous justificatifs nécessaires lui permettant de vérifier l'assiette de la redevance.

Le Titulaire s'engage en particulier à tenir, pendant la durée du présent Contrat et au-delà jusqu'au paiement intégral de toutes les redevances dues à l'Association, les documents comptables relatifs à la fabrication, la distribution, la vente, la publicité et la promotion des Produits Marqués, et à permettre à un expert-comptable mandaté par l'Association, aux heures normales de bureau et après préavis écrit de deux jours, de procéder à l'examen desdits documents afin de vérifier l'exactitude des décomptes de redevance. Les frais de ces vérifications seront à la charge de l'Association.

ARTICLE 12 : RESILIATION

Le présent Contrat sera résilié de plein droit si la Convention Domaniale conclue entre le Titulaire et l'Association prend fin pour quelque cause que ce soit.

En outre, chacune des Parties aura, à tout moment, le droit, après préavis d'au moins trois mois adressé par écrit à l'autre Partie, de résilier le présent Contrat si l'autre Partie n'en respecte pas les termes et

manque de remédier au manquement à ses obligations contractuelles dans un délai d'un mois à compter de la réception d'une mise en demeure, et ce sans préjudice des pénalités de retard fixée à l'Article 11.

Des violations intentionnelles et répétées, sans importance, prises individuellement, peuvent constituer une cause de résiliation du présent Contrat si elles font l'objet de notifications écrites successives de la part de l'une ou de l'autre Partie.

La résiliation du présent Contrat à l'initiative du Titulaire n'emportera pas résiliation de la Convention Domaniale. Si la résiliation du présent Contrat intervient à l'initiative de l'Association, cette dernière pourra décider librement de résilier simultanément la Convention Domaniale.

ARTICLE 13 : CONSEQUENCES DE LA RESILIATION

A l'expiration du présent Contrat, pour quelque cause que ce soit, le Titulaire devra cesser immédiatement d'utiliser les Marques.

De même, le Titulaire remettra à l'Association un inventaire détaillé des Produits Marqués en stock, en cours de livraison ou de fabrication. Sans préavis, l'Association sera en droit de visiter durant les horaires de travail tous les établissements où les Produits Marqués sont fabriqués et/ou conditionnés afin de s'assurer de l'exactitude de l'état des stocks.

Le Titulaire bénéficiera d'une durée de douze mois pour écouler les stocks de Produits Marqués encore en sa possession ou en cours de fabrication, à conditions que ceux-ci soient commercialisés en accord avec les conditions prévues au présent Contrat. Toutes les ventes de Produits Marqués ainsi effectuées seront soumises à redevance selon les dispositions applicables à l'article 11 ci-dessus (en particulier l'interdiction de vendre les Produits Marqués auprès de soldeurs, de grandes surfaces ou de toute autre manière incompatible avec l'image des Marques).

Le Titulaire remettra à l'Association tous les documents et données relatifs aux Marques et aux Produits Marqués établis par lui au titre du présent Contrat.

ARTICLE 14 : CONFIDENTIALITE

Les Parties s'engagent à ce que le contenu du présent Contrat et toutes les informations et données confidentielles échangées au cours de son exécution ne soient pas divulgués à des tiers. La résiliation du présent Contrat ne saurait libérer les parties de cette obligation.

Toute communication aux médias liée à la conclusion et à l'exécution du présent Contrat devra être convenue au préalable entre les Parties.

ARTICLE 15 : ENREGISTREMENT

Le Titulaire s'engage à effectuer, à ses frais, toutes les formalités d'inscription de la présente licence, au registre de l'office de la propriété industrielle de chaque pays du Territoire.

L'Association s'engage à assister le Titulaire en lui fournissant toute documentation nécessaire, et en signant des copies confirmatives du présent Contrat sous une forme abrégée de nature à assurer la confidentialité de son contenu et en particulier des clauses financières.

Les frais d'enregistrement du présent Contrat auprès des administrations fiscales seront à la charge de celle des Parties qui jugerait nécessaire de procéder à cette formalité.

ARTICLE 16 : DISPOSITIONS DIVERSES

Les Parties sont pleinement indépendantes l'une par rapport à l'autre et elles n'ont aucunement l'intention de créer, dans leurs rapports, une société en participation, ni une société créée de fait, ni quelque autre forme d'association ou de groupement d'intérêts permanent.

Le présent Contrat ne pourra être amendé qu'au moyen d'un écrit signé par les deux Parties.

Le fait pour une Partie de ne pas avoir exigé à un moment quelconque la stricte application d'une ou plusieurs clause(s) du présent Contrat ne pourra jamais être interprété comme une renonciation à s'en prévaloir pour l'avenir.

ARTICLE 17 : LOI APPLICABLE ET TRIBUNAL COMPETENT

Le présent Contrat est soumis à la loi française.

En cas de différend entre les Parties concernant la validité, l'interprétation, l'exécution ou la résiliation du présent Contrat, celles-ci s'efforceront de rechercher une solution amiable.

A défaut de trouver une solution amiable, les Parties porteront leur différend la juridiction compétente du ressort de Paris.




Paris, le
En 2 (deux) exemplaires

Pour l'Association

Pour le Titulaire

ANNEXE 1

LISTE DES MARQUES DEPOSEES PAR LES ARTS DECORATIFS

| N° Marque | Date de dépôt | Classes | Représentation de la marque | Territoire |
|-----------|---------------|---|--|------------|
| 4141482 | 11/12/2014 | 2 ; 4 ; 6 ; 8 ; 9 ; 11 ; 16 ; 20 ; 21 ; 22 ; 23 ; 24 ; 26 ; 27 ; 28 ; 38 ; 41 ; 42 | MUSEE DES ARTS DECORATIFS PARIS | France |
| 4338596 | 16/02/2017 | 2 ; 4 ; 6 ; 8 ; 9 ; 14 ; 16 ; 18 ; 20 ; 21 ; 22 ; 23 ; 24 ; 25 ; 26 ; 27 ; 28 ; 41 |  MUSÉE DES ARTS DÉCORATIFS | France |
| 4338604 | 16/02/2017 | 16, 41 |  | France |
| 4512413 | 03/01/2019 | 35 |  | France |